

20 avril 2010 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdufault@ledroit.com

Des classes modulaires comme élément de solution

Déplacement d'une centaine d'élèves de Cantley à Gatineau

Un groupe de parents de Cantley envisage d'ajouter des classes modulaires à au moins une des deux écoles primaires de la municipalité pour éviter le déplacement d'une centaine d'enfants vers des écoles de Gatineau.

Hier soir, une vingtaine de parents ont participé à un remuement dans le but de trouver des solutions pour faire renverser la récente décision de la Commission scolaire des Draveurs (CSD) qui prendrait effet dès septembre prochain.

À court terme, ces parents croient que l'ajout de classes modulaires permettrait à la centaine d'enfants qui sont sur la liste des déplacés de continuer à fréquenter une ou l'autre des deux écoles de Cantley.

« La tendance actuelle est aux classes modulaires. On en trouve dans 24% des écoles rurales aux États-Unis. Et en terme de coûts, on est très loin des 10 millions\$ que ça prend pour bâtir une école neuve », a fait valoir Denis Bureau, un parent dont les enfants seraient touchés par les déplacements d'élèves.

Ces classes modulaires n'ont rien à voir avec les classes portatives qu'on retrouve, par exemple, sur le terrain de plusieurs écoles ontariennes. Elles sont construites sur le même principe que les maisons préfabriquées et peuvent même répondre aux normes écoénergétiques LEED. Leur coût unitaire est d'environ 25000 \$.

M. Bureau affirme que le terrain de l'école communautaire Rose-des-Vents est suffisamment spacieux pour recevoir des classes modulaires. D'autres options, notamment un partenariat avec la paroisse, sont envisagées pour l'école Sainte-Élisabeth.

Mais avec la croissance démographique que connaît Cantley, les parents reconnaissent que des classes modulaires ne seraient qu'une solution temporaire. La CSD prévoit d'ailleurs procéder à d'autres déplacements d'élèves vers Gatineau au cours des cinq prochaines années.

« C'est important de mobiliser aussi les parents dont les enfants ne fréquentent pas encore l'école pour donner plus de poids au mouvement », a déclaré le maire Steve Harris, qui prenait part au remuement.

La semaine dernière, le conseil municipal de Cantley a d'ailleurs adopté à l'unanimité une résolution soulignant « l'indignation » de ses membres face à la décision de la CSD.

L'administration scolaire a également essuyé plusieurs critiques de parents qui disent avoir été informés « à la dernière minute » du déplacement de leurs enfants.

Hier, le mouvement de parents a également obtenu l'appui de groupes communautaires comme la Coop Santé de Cantley. Son président, Claude Hébert, dit qu'à long terme, la construction d'une troisième école primaire et d'une école secondaire seront nécessaires.

« Lorsqu'on parle de création de services de proximité, la construction d'une école est aussi importante que l'accès à des soins de santé. Les résidents de Cantley ont déjà mené la bataille à deux reprises pour avoir leurs écoles. Il faut commencer à prévoir une solution à long terme pour répondre à la croissance de la municipalité », a souhaité M. Hébert.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

20 avril 2010 | Le Droit | MARTIN COMTOIS | mcomtois@ledroit.com

L'Outaouais a trouvé ses premiers athlètes

À 100 jours de la présentation des Jeux du Québec à Gatineau, le visage de la délégation outaouaise prend enfin forme. Une première vague d'athlètes s'est qualifiée, le week-end dernier, en vue de cette compétition qui réunira 4000 participants du 29 juil

Une équipe chez les garçons, une autre chez les filles qui fouleront les terrains du complexe sportif Mont-Bleu.



ÉTIENNE RANGER, LeDroit

Tout comme les garçons, les filles ont bataillé tout l'hiver à La Fonderie pour obtenir leur place sur l'équipe de soccer en vue des Jeux du Québec.

Ces mordus de foot bataillaient depuis octobre dernier pour une place convoitée pour les Jeux. « C'était long. J'avais hâte de savoir si je faisais l'équipe ou pas », a avoué l'attaquante Alyson Poyser, une des heureuses élues. Elle a appris sa sélection samedi après un dernier match d'évaluation.

Il y a six mois, elles étaient plus de 50 filles à zieuter une des 18 places disponibles. Le chiffre a fondu à 30 avant le début de l'hiver et des entraînements hebdomadaires à La Fonderie.

« Les joueuses ont été soumises à divers tests physiques et techniques. Tout a été évalué, de la vitesse au cardio. Nous les avons observées au fil des mois », a souligné un des trois entraîneurs de la

formation, Michel Benoit.

Chaque candidate a été convoquée à une rencontre individuelle avec les entraîneurs durant le week-end. Annoncer leur sélection ou leur coupe était un exercice délicat, voir émotif.

« J'étais un peu nerveuse. Je voulais vraiment être choisie et pouvoir représenter ma région. Là, j'ai réussi et c'est un soulagement », a expliqué la jeune Poyser.

Délégation de 225 athlètes

Il y a un engouement à défendre les couleurs de l'Outaouais cet été aux Jeux du Québec.

Plusieurs intervenants s'attendent à des participations records aux différentes sélections régionales qui auront lieu lors des 12 prochaines semaines. La natation et l'athlétisme devraient notamment tenir leurs épreuves de qualification en mai.

L'Outaouais pourra être représentée par un maximum de 225 athlètes dans 17 disciplines. La région sera absente en softball féminin, une discipline peu pratiquée chez les jeunes sur le territoire de Gatineau, du Pontiac, de la Petite-Nation et de la HauteGatineau.

« La nouveauté pour nous, c'est que nous devrions avoir des athlètes souffrant d'un handicap dans notre délégation en vue des compétitions d'athlétisme et de natation. Cela ne s'est jamais produit auparavant pour la région », a indiqué le chef de la délégation de l'Outaouais, Guy Arcand.

Lors des trois dernières finales d'été des Jeux du Québec, l'Outaouais a récolté entre 30 et 38 médailles.

« Ça devrait se situer encore dans ces chiffres », a avoué Arcand, qui supervisera les athlètes du coin pour une sixième fois aux Jeux.



Dans le passé, l'équipe outaouaise s'est surtout distinguée en vélo de montagne, en athlétisme, au tir à l'arc, en ski nautique et en triathlon.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

20 avril 2010 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERRE DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com Avec Justine Mercier

L'Outaouais ne s'en tire pas si mal

Décrochage dans les écoles secondaires

Les écoles secondaires de l'Outaouais s'en tirent dans la moyenne québécoise au chapitre du décrochage scolaire, si on se fie aux plus récentes données du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sports (MELS).

Alors que des écoles affichent des taux de décrochage de plus de 80 %, l'Outaouais n'a aucune école où plus de 42 % des élèves jettent la serviette avant d'avoir décroché leur diplôme d'études secondaire.

Au nombre des écoles qui comptent le plus de décrocheurs, on retrouve l'école secondaire anglophone Philemon-Wright (41,5 %) à Gatineau, l'école Louis-JosephPapineau (39,2%) à Papineauville et l'école polyvalente Le Carrefour (36%) à Gatineau.

La directrice de l'école Le Carrefour, Nathalie Rioux, souligne que l'indice de « défavorisation » de son institution est le plus élevé des quatre écoles secondaires de la Commission scolaire des Draveurs (CSD). Cet indice qui mesure la pauvreté du milieu s'établit à neuf sur une échelle de dix.

Le Carrefour bénéficie d'ailleurs de fonds supplémentaires pour lutter contre le décrochage grâce à la stratégie d'intervention Agir autrement, un programme du MELS.

Deux des trois autres écoles secondaires de la CSD présentent aussi un taux de décrochage supérieur à 30%. Il atteint 35% à l'école du Versant et 33,8 % à la polyvalente Nicolas-Gatineau. La polyvalente de L'Érablière compte 17,9% de décrocheurs.

« Ce qui est difficile, quand on parle de décrochage, c'est que ce n'est pas parce qu'un élève quitte mon école qu'il est un décrocheur. Il y en a qui vont [à l'éducation] aux adultes, et il y en a d'autres qu'on perd dans les statistiques s'ils vont du côté de l'Ontario », indique Mme Rioux.

CSPO

Du côté de la commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSPO), c'est l'école secondaire Mont-Bleu qui affiche le pire score avec 35,1% de décrocheurs. Les écoles secondaires de l'Île et des Lacs suivent avec 33,1% et 27,7%.

« Malgré tout, le taux de décrochage dans nos écoles secondaires demeure bien en dessous des moyennes provinciales. Nous avons mis en place des mesures de détection des problèmes d'apprentissage et nous avons apporté des solutions comme de l'aide aux devoirs et à la préparation d'examens », a indiqué le président de la CSPO, Jocelyn Blondin.

Sans grande surprise, ce sont les écoles secondaires privées qui affichent le plus faible taux de décrochage dans la région.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

20 avril 2010 | Le Droit | JEAN-JEAN-FRANÇOISFRANÇOISDUGAS DUGAS jfdugas@ledroit.com

Une facture moins salée que prévue

Frais d'eau et d'égouts à Russell

jfdugas@ledroit.com

Même si les frais d'eau et d'égouts augmentent considérablement cette année dans le canton de Russell, la facture sera un peu moins salée que prévue. Après maints calculs, le conseil municipal de Russell a adopté ses nouveaux taux, hier soir.

Au bout du compte, une famille moyenne consommant 300 mètres cubes d'eau par année devra déboursier 1209\$ en 2010. En 2009, elle payait presque la moitié de cette somme, environ 700\$. Toutefois, la facture aurait pu être plus imposante. En décembre, une étude annonçait des frais annuels de 1367\$ pour une famille moyenne. À la demande de Russell, la firme Hemson a révisé ses chiffres pour la réduire à 1250 \$ au début du mois d'avril. Finalement, vendredi dernier, une dernière modification a porté le total à 1209\$.

La hausse de la tarification pour ces services est due au projet de raccordement à l'aqueduc d'Ottawa de 23 millions \$. Les tarifs augmenteront de 9% cette année à Ottawa. Russell n'a pas le choix de suivre le pas en raison de leur entente. Il y a aussi le fait qu'une nouvelle loi ontarienne force les municipalités à créer un fonds de réserve pour subvenir aux besoins futurs.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

LeDroit FÉLICITE



Gala 2010 du Regroupement des gens d'affaires de la Capitale nationale (RGA). Prix d'Excellence 2010. Roch Brisson, président du conseil d'administration du Regroupement des gens d'affaires de la Capitale nationale, Joanne Lefebvre, présidente et directrice générale du Regroupement des gens d'affaires de la Capitale nationale et Marc Bureau, maire de Gatineau.

Le comité organisateur et les lauréats du

26^e
Gala de l'excellence
 du Regroupement des gens d'affaires



Roch Brisson, président du conseil d'administration du RGA, Christiane Pêpin, Marc Bureau, maire de Gatineau et Jacques Pronovost, président et éditeur au Quotidien LeDroit.



De gauche à droite: Lyne Caza et Ronald Caza, associés et membres du Conseil national de gestion d'Heenan Blaikie, Nicole Loreto, Marc Le Bouthillier et Madeleine Meilleur, députée d'Ottawa-Vanier et ministre des Services sociaux et communautaires et ministre déléguée aux Affaires francophones.



Dirigeant de l'année secteur privé: Martin Lacasse, président et propriétaire de Inovaco Ltée-Rona l'entrepôt Aylmer, Gatineau et Plateau. À droite, Michel Picard, maître de cérémonie et chef d'antenne au téléjournal Ottawa-Gatineau, à la Télévision de Radio-Canada.



Dirigeante de l'année secteur parapublic: Linda Eagen, présidente et directrice générale de la Fondation du Cancer de la région d'Ottawa. À droite, Kevin Taylor, président du Casino du Lac-Leamy et du Casino Mont-Tremblant.



Grande entreprise de l'année: R Group. Robert Boudeau, président fondateur du R Group et Michel Haley, vice-président régional (Est de l'Ontario), Banque Royale du Canada.



PME (petite moyenne entreprise) de l'année: EFSI, André Durivage président, EFSI et à droite, Richard Ferland, Caisse Populaires Desjardins.



Micro entreprise de l'année: Techno-Logic Canada Inc. André Larose, Techno-Logic Canada Inc. et Louis de Melo, de l'Université d'Ottawa.



Travailleuse autonome de l'année: Chantal Binet, Coach de gestion. Chantal Binet Coach de gestion et Pierre Bourgon de BDO Canada.



Entrepreneur de l'année: Le groupe de transport C&C. Robert Cousins, président Le groupe de transport C&C.



Prix de Chefs de file en herbe 2010: Nicolas Gosselin de l'UQO. À gauche, Michael Kelly, école de Gestion Telfer, Université d'Ottawa et à droite, Jean Vaillancourt, recteur de l'UQO.

LEDROIT, LE MARDI 20 AVRIL 2010

Photos: Martin Roy

Printed and distributed by NewspaperDirect
 www.newspaperdirect.com US-CAN 1.877.980.4240 Intern. 800.364.6364
 COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

Article rank | *20 Apr 2010* | *Ottawa Citizen* | *BY LEE GREENBERG* | *TORONTO*

Parents get no choice on full-day kindergarten: MPP

Half-day gone once school makes switch

Parents will not be given the chance to keep their kindergarten-aged children in half-day learning once a new full-day program moves into their school, the province said Monday.

Nepean-Carleton MPP Lisa MacLeod says she discovered the policy wrinkle when she asked to keep her daughter, Victoria, 5, in half-day senior kindergarten next year. Her school is one of about 600 provincewide — only 44 locally — being turned into full-day programs this September.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 20 Apr 2010 | Ottawa Citizen

MPP: Choice prescribed by report

The provincial Liberal government has pledged to transition all schools into full-day learning centres over the next five years.

MacLeod, 35, says she and her husband prefer to keep their daughter in a half-day program.

She was told by school officials that was not an option. She could either accept full-day learning or transfer Victoria to another school.

Education Minister Leona Dombrowsky added another option Monday, telling MacLeod she could keep her daughter home altogether.

"Parents continue to have the right to choose if they want to have their children enrolled in a kindergarten program in the province of Ontario," she said when asked about the policy during question period. "In fact, the law in Ontario is that until a child is six years of age, they are not required to be enrolled in school."



MacLeod says she's surprised by the ministry decision, particularly because the cornerstone report on the policy called on the government to offer parents a choice between full-day and half-day learning. She says a "less formal, more flexible" structure is preferable for her daughter. "I'm not trying to tell other parents what to do, but (Dr. Charles) Pascal told us there was choice and the minister seems to have taken that away."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Lap dance teachers finished

By JASON HALSTEAD, QMI AGENCY

Last Updated: April 19, 2010 8:42pm



A male teacher gives a colleague a lap dance in the Spirit Week event at Churchill High School. (Video screen grab courtesy YouTube)

WINNIPEG - Two high school teachers suspended for performing a simulated lap dance that was caught on video at a school function will no longer be teaching in Winnipeg.

At a special meeting of the school board Monday, chairperson Jackie Sneesby said the board had accepted teacher Chrystie Fitchner's resignation, submitted Monday, and would not be renewing the short-term contract of fellow teacher Adeil Ahmed, which expired last Friday.

The teachers were recorded performing the lewd dance in front of students during a spirit week event in the Churchill High School gymnasium Feb. 17.

Within two days they had been taken off the job with pay and by early March both had their suspensions continued without pay.

The move comes after school administrators investigated the incident and interviewed numerous staff members and students, Sneesby said.

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 20 Apr 2010 | Ottawa Citizen

ALGONQUIN'S FUTURE TAKING SHAPE

Algonquin College's Centre for Construction Excellence, a \$77-million project, is expected to open next year. It will add 600 spaces to the 2,500 existing spaces for Algonquin students in skilled trades and construction programs, in an effort to take a bite out of a trades shortage currently plaguing Canada's building industry.



BRUNO SCHLUMBERGER, THE OTTAWA CITIZEN

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 20 Apr 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

New teachers used to supply most often, area board says

800 rookies versus 388 retirees last year

Rookie teachers are more likely to be offered supply and long-term teaching assignments than their retired counterparts, the OttawaCarleton District School Board says, in response to reports that Ontario boards are paying millions to pension-earning retirees who return to the classroom.

More than 800 new teachers — those with fewer than three years of experience — were called in as supply teachers in the 2008-2009 school year, compared to 388 retired teachers.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 20 Apr 2010 | Ottawa Citizen

Supply: Staffing decisions based on need, board says

In the same year, the board says 408 new teachers were hired to fill in for extended periods, for teachers off sick or on maternity leave, compared to 66 retirees.

"We are committed to ensuring that we put the best teacher possible in the classroom," said Janice McCoy, the board's human-resources superintendent.

A report in the Globe and Mail Monday suggested the province's 10 largest school boards paid retired teachers — already pulling in pensions — millions last year to return to the classroom and keep teaching, while many younger teachers and recent graduates struggled to find jobs.

According to the report, cashstrapped boards could have saved close to a total of \$17 million in 20082009 if they hired new teachers instead of retired ones.

The Globe says Ottawa's public board and four other boards racked up a total of \$2.2 million, but McCoy could not provide an exact dollar amount for the board on its own.

The province's rules around supply teachers changed two decades ago to address teaching shortages. Before 1990, retired teachers were allowed to teach a maximum of 20 days a year before their pensions were affected.

Now, retirees are allowed back in the classroom for 95 days in the first three working years after retirement and 20 days a year thereafter.

Retired teachers in Quebec drawing pensions can return to the classroom depending on the rules governing that pension.

McCoy said principals make staffing decisions based on the needs of the school and the class that needs a teacher.

Teachers may require experience in particular subject areas, but other factors — such as language, school location and the amount of staffing turnover the school has recently seen — also factor into the decision.

The daily rate for supply teachers doesn't vary based on experience unless the teacher is assigned a long-term position lasting more than 10 days.

In such situations, a supply teacher at the elementary level could be paid between \$214 and \$442 per day depending on experience and educational qualifications.

Annie Kidder, a spokeswoman for the advocacy group People for Education, cautioned against making decisions strictly on the basis of cost or rules about the number of days retirees can work.

"That doesn't necessarily get at what works best for kids," she said, adding many experienced teachers retire young and still have much to offer students. "These are not 90year-old teachers crawling back into the classroom."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.